



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 14/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NOURYON PULP & PERFORMANCE CHEMICALS

Lieu-dit La Gare
Route du Bec
33810 Ambès

Code AIOT : 0005200257

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2026 dans l'établissement NOURYON PULP & PERFORMANCE CHEMICALS implanté Zone Industrielle du Bec d'Ambès Route du Bec 33810 Ambès. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOURYON PULP & PERFORMANCE CHEMICALS
- Zone Industrielle du Bec d'Ambès Route du Bec 33810 Ambès
- Code AIOT : 0005200257
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site NOURYON d'Ambès est classé au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) à autorisation SEVESO seuil haut.

Le site est implanté sur la zone industrielle du Bec d'Ambès et se trouve au confluent de la Garonne et de la Dordogne dans le département de la Gironde (33) à l'extrême ouest de la presqu'île d'Ambès, où il jouxte un dépôt pétrolier.

NOURYON est un fournisseur important de l'industrie du papier et de la pâte à papier. Il exploite à Ambès un atelier de fabrication de chlorate de sodium à partir de saumure par électrolyse (atelier C92).

La fabrication de chlorate de sodium s'effectue 7j/7 et 24h/24 par poste de 8h avec 2 personnes en quart. Une quarantaine de salariés travaille sur le site.

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Autorisations chromates titulaire
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------|--|--|-----------------------|
| 1 | Autorisation et usage | Arrêté Ministériel du 18/12/2006, article 56.1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 2 | Mesures de maîtrise des risques de la décision d'autorisation | Arrêté Ministériel du 18/12/2006, article 60.9+ décision d'autorisation REACH | / | Sans objet |
| 3 | Résultats des rejets aqueux - Chrome VI | Arrêté Préfectoral du 23/12/1997, article 5.3 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 4 | Situation administrative, Projet de modification | Code de l'environnement du 02/04/2026, article L. 181-14 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur la thématique REACH, il est apparu que des précisions sur les modalités d'utilisation du chrome III au lieu du dichromate de sodium étaient nécessaires pour déterminer les conditions de révision de l'autorisation délivrée en 2018.

Par ailleurs , l'exploitant doit préciser les dispositions à mettre en place pour s'assurer de l'absence de contamination par le chrome VI de la soude qui lui est livrée.
Enfin il peut être donné acte de l'installation d'un stockage temporaire de 38 m³ de soude 50 % pour permettre le maintien de l'activité pendant les opérations de révision et réparation éventuelle du stockage existant de 80 m³.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autorisation et usage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/12/2006, article 56.1 |
| Thème(s) : Actions nationales 2026, REACH : Autorisation chromates |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un fabricant, importateur ou utilisateur en aval s'abstient de mettre sur le marché une substance en vue d'une utilisation ou de l'utiliser lui-même si cette substance est incluse à l'annexe XIV, sauf :</p> <p>a) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans un mélange, ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été autorisées conformément aux articles 60 à 64 ; ou</p> <p>b) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans un mélange, ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été exemptées de l'obligation d'autorisation prévue à l'annexe XIV elle-même, conformément à l'article 58, paragraphe 2 ; ou</p> <p>c) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), n'a pas été atteinte ; ou</p> <p>d) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), a été atteinte et s'il a fait une demande dix-huit mois avant cette date mais qu'aucune décision concernant la demande d'autorisation n'a encore été prise ; ou</p> <p>e) dans les cas où la substance est mise sur le marché, si cette utilisation a été autorisée à son utilisateur en aval immédiat.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une autorisation pour l'utilisation de dichromate de sodium comme additif pour supprimer les réactions parasites et le dégagement d'oxygène, tamponner le pH et protéger la cathode contre la corrosion lors de la fabrication électrolytique du chlorate de sodium.</p> <p>Il s'agit de la décision REACH 17/26/2 du 29 janvier 2018.</p> <p>Dans les faits l'exploitant a indiqué ne plus utiliser de dichromate de sodium depuis plusieurs années. En revanche il utilise une solution à 50 % de Chrome III (en fait solution à 50 % de chlorure de chrome III hexahydraté n° CE 233-038-3 selon la FDS) .</p> <p>Le principe est que le chrome III est introduit dans la solution électrolytique. Selon les explications fournies en inspection des réactions de type oxydo réduction se produisent dans la solution transformant ainsi tout ou partie du Chrome III en Chrome VI.</p> <p>Le Chrome VI participe alors à l'électrolyse en tant que catalyseur et élément protecteur de la cathode tel que prévu par la décision d'autorisation du dichromate de sodium.</p> |

Le Chrome VI n'est pas consommé dans la solution. Néanmoins des appoints sont nécessaires et donc une partie du chrome est nécessairement émis en un point du procédé. La présence de chrome dans les déchets du procédé a été évoquée en séance.

Après examen de l'avis du Comité d'évaluation des risques et du Comité d'analyse socio-économique (CASE) rendu le 9 décembre 2016 dans le cadre de l'examen du dossier de demande d'autorisation du dichromate de sodium, il apparaît que l'utilisation du Chrome III avait alors été envisagée comme une solution de substitution au chrome VI. L'avis mentionne notamment que considérant que l'utilisation de chrome III ne permet pas d'exclure une partie des expositions au chrome VI, une éventuelle substitution nécessiterait quand même une autorisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En premier lieu, il convient d'indiquer quelles réactions conduisent à la conversion du Chrome III en chrome VI ainsi que la forme sous laquelle se présente le Chrome VI dans la solution.

Le devenir du chrome dans le process doit également être précisé considérant que l'exploitant a indiqué avoir fait un appoint de 6852 kg de solution à 50 % de chrome III.

Au vu de ces éléments et considérant qu'une autorisation REACH pour l'utilisation de Chrome VI demeurera nécessaire, l'exploitant se positionnera sur la procédure à engager, à savoir une nouvelle demande d'autorisation ou révision du rapport sur la sécurité chimique (CSR). Dans ce cadre il tiendra également compte de la concentrations en chrome VI dans la solution eu égard à la concentration mentionné dans l'actuel CSR (cf demande liée à la fiche de constat n°2 ci-après).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des risques de la décision d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/12/2006, article 60.9+ décision d'autorisation REACH

Thème(s) : Actions nationales 2026, REACH : Autorisation chromates

Prescription contrôlée :

Article 60 du règlement REACH

9. L'autorisation précise :

- a) la ou les personnes à qui elle est octroyée ;
- b) l'identité de la ou des substances ;
- c) la ou les utilisations pour lesquelles l'autorisation est octroyée ;
- d) les conditions dont l'autorisation est éventuellement assortie ;
- e) la période limitée de révision ;
- f) l'éventuel suivi.

| |
|--|
| |
| <p>Constats :</p> <p>La décision d'autorisation ne fait pas état de mesures de maîtrise des risques. Les mesures de maîtrise des risques applicables sont donc uniquement issues du rapport sur la sécurité chimique (CSR) .</p> <p>Les principales mesures de maîtrise des risques mentionnées dans ce rapport sur la sécurité chimique sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un procédé réalisé dans un système à boucle fermée • la quantité de dichromate de sodium utilisée et sa concentration dans la solution électrolytique <p>Le procédé décrit et présenté par l'exploitant en matière de circulation de la solution électrolytique est bien un circuit fermé. Le circuit d'extraction du chlorate de sodium par cristallisation est également à circuit fermé avec recirculation sur la boucle fermée de la solution électrolytique.</p> <p>En matière de quantité de dichromate de sodium utilisé, le CSR mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que la concentration de dichromate de sodium dans la solution doit être au maximum de 0.464 % soit 0.0184 % de chrome VI - que la quantité de dichromate de sodium utilisée par tonne de chlorate de sodium produite doit être inférieure à 150 g/t soit 59,55 g de ChromeVI/t <p>A titre de comparaison uniquement car, comme évoqué au point de contrôle n°1, l'exploitant n'utilise pas de dichromate de sodium mais du Chrome III :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant a indiqué en séance que la teneur en chrome VI dans la solution électrolytique est entre 4.5 et 5 % - l'exploitant a utilisé en 2025, 6852 kg de solution à 50 % de chlorure de chrome III hexahydraté pour produire 47219 tonnes de chlorate de sodium soit 14,2 g de chrome par tonne de chlorate de sodium produite. <p>Si l'on considère que tout le Chrome III est transformé en Chrome VI, la concentration dans la solution est supérieure à la concentration en Chrome VI figurant dans le CSR. La quantité de chrome utilisée est en revanche dans l'épure du CSR.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant confirmera les concentrations en Chrome III et chrome VI dans la solution électrolytique. Pour cela, il fournira notamment les résultats du suivi de la qualité de l'électrolyte. Il validera également les calculs de ratio : qté de chrome utilisée/qté de chlorate de sodium produite.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Résultats des rejets aqueux - Chrome VI

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/1997, article 5.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, EAU |

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/09/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}

Prescription contrôlée :**Arrêté préfectoral du 23/12/1997 - article 5**

5.3.1.4 Prescriptions particulières aux effluents de procédés regroupés avant mélange avec :
L'effluent correspondant doit respecter les caractéristiques suivantes :

| Paramètres | Indice ou concentration max | Flux/h | Flux/an |
|------------------------------|--------------------------------|----------|------------|
| Chromate Décompte en Cr+6 | 0,08 mg/l | 820 mg/h | 7,20 kg/an |

* Concentration et flux à considérer en supplément des teneurs des eaux avant utilisation.

Arrêté ministériel du 02/02/1998 - article 32 :

3 - Substances caractéristiques des activités industrielles

Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

| | N° CAS | Code SANDRE | Valeur limite de concentration | Seuil de flux |
|-------|--------|-------------|-----------------------------------|---------------|
| (...) | | | | |

| | | | | |
|---|------------|------|---------|--------------------------|
| | | | | |
| (3) Chrome hexavalent et composés (en Cr6+) | 18540-29-9 | 1371 | 50 µg/l | si le rejet dépasse 1g/j |

Constats :

Lors de la précédente inspection, eu égard à la détection ponctuelle de chrome VI dans les effluents industriels, il avait été demandé à l'exploitant de :

- rechercher les causes de la présence de chrome VI dans les effluents industriels
- réaliser une étude technico économique afin que les eaux de process soient systématiquement reprises dans l'électrolyte en cas de présence de chrome VI.

Une étude répondant à ces demandes a depuis été transmise.

La cause identifiée par l'exploitant est la contamination ponctuelle de la soude utilisée pour le traitement de ces effluents, la contamination ayant lieu soit chez le fournisseur soit dans le transport.

S'agissant de la possibilité de recycler les effluents en question dans le process, l'étude conclut sur une impossibilité liée au fait que l'électrolyte se chargerait en calcium et magnésium ce qui est incompatible avec les objectifs de qualité de la saumure.

L'exploitant a par ailleurs apporté en séance des éclaircissements sur les effluents en question. Il s'agit d'effluents issus de la déminéralisation de l'eau et de la préparation de la saumure (mise en solution et purification du chlorure de sodium) soit des étapes du process dans lesquelles le chrome n'est pas encore mis en œuvre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précisera les dispositions mises en œuvre en termes de garantie fournisseur, contrôle de la qualité de la soude chez le dit fournisseur et/ou en entrée de site afin de s'assurer de l'absence de chrome VI.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Situation administrative, Projet de modification

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/04/2026, article L. 181-14

| |
|---|
| Thème(s) : Situation administrative, Projet de modification |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de 14/17</p> <p>l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en oeuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Par courriel en date du 27/03/2026, l'exploitant a porté à la connaissance de M. Le Préfet de l'installation d'un stockage temporaire de 38 m³ de soude 50 % pour permettre le maintien de l'activité pendant les opérations de révision et réparation éventuelle du stockage existant de 80 m³.</p> <p>Au cours de l'inspection du 31/03/2026, l'inspection des installations classées constate la présence de la cuve, à proximité du stockage de soude pérenne. Il est placé dans une rétention souple PVC de 10 m³ pour éviter les égouttures.</p> <p>La fiche caractéristique de la cuve indique qu'elle est constituée d'une double paroi pour éviter le débordement vers l'extérieur. L'équipement est doté d'un système d'alerte en cas de débordement et d'une remontée à la salle de contrôle du niveau de remplissage. L'exploitant déclare qu'il allait installer un pictogramme pour indiquer ce que la cuve contient.</p> <p>La durée de ce stockage temporaire n'est pas encore connue et dépend de la nécessité d'effectuer des travaux sur la cuve pérenne. Au cours de l'inspection, un rappel a été fait qu'un porter à connaissance devait être déposé avant que la modification soit mise en œuvre.</p> <p>Le classement ICPE n'est pas modifié et la modification ne génère pas de risques supplémentaires. A travers ce point de contrôle, l'inspection des installations classées prend acte de la modification envisagée.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le projet est mis en oeuvre conformément au dossier déposé et aux dispositions applicables des actes antérieurement délivrés.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |